

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 17

Déposée par Madame Mme Anne Van Lancker

Qualité : - Membre

Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois-cadre comportant des règles minimales relatives à la définition des incriminations et des sanctions:

- dans des domaines de criminalité particulièrement grave ~~et qui revêtent~~ **revêtant** une dimension transfrontalière **qui résulte** du caractère ou des incidences des infractions, ou **justifiant** d'un besoin particulier de les poursuivre en commun. Ces domaines de criminalité sont **en particulier** les suivants:

le terrorisme, la traite d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, **actes de violence domestique, comportements racistes et xénophobe**, le trafic illicite de drogues, le trafic illicite d'armes, le blanchiment d'argent, la corruption, la contrefaçon de moyens de paiement, la criminalité informatique, et la criminalité organisée.

En fonction des développements de la criminalité, ~~le Conseil, statuant à l'unanimité et après avis conforme du Parlement européen, peut identifier~~ **le Parlement européen et le Conseil peuvent, conformément à la procédure législative, identifier** d'autres domaines de criminalité ~~qui remplissant~~ les critères visés au présent tiret ~~peuvent être identifiés~~; **le Parlement européen et le Conseil statuent en l'espèce à une majorité qualifiée renforcée** (à déterminer).

- dans des domaines de criminalité portant atteinte à un intérêt commun qui fait l'objet d'une politique de l'Union, lorsque des sanctions pénales s'avèrent **nécessaires** ~~indispensables~~ pour assurer une mise en œuvre efficace de cette politique.
-

Explication :

L'amendement vise à simplifier la définition générale des domaines dans lesquels un rapprochement des incriminations est envisagé.

La liste proposée s'inspire à l'art. 29 et à l'art. 31 e) du TUE. Néanmoins, il paraît un pas en arrière par rapport au Traité d'Amsterdam, qui contient une liste non exhaustive introduite par le mot "notamment" dans l'article 29. Nous proposons également d'élargir la liste aux actes racistes et xénophobes, qui constituent un problème de société et nécessitent une dimension "justice", ainsi que la violence domestique, notamment contre les femmes, qui constitue une infraction grave contre les droits de la personne qui devrait pouvoir être combattu au niveau européen, non seulement par le biais de programmes d'action, mais aussi en définissant des règles minimales relatives à la définition et les sanctions.

Le recours à l'unanimité constitue, dans une Union à 25 ou plus d'Etats membres, une exigence exagérée. Il est dès lors préférable d'avoir recours à la procédure législative générale assortie de majorités renforcées.